

Unité départementale des Bouches-du-Rhône  
16 rue Zattara CS 70248  
13333 Marseille

Marseille, le 19/05/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/03/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**PURFER**

RD147

Quartier de la Gare

69780 Saint-Pierre-De-Chandieu

Références :D-2025-0201  
Code AIOT : 0006400656

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/03/2025 dans l'établissement PURFER implanté 11, boulevard Ampère Zone Industrielle de la Delorme 13014 Marseille. L'inspection a été annoncée le 27/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite a été réalisée dans le cadre de l'action nationale VHU 2025. Elle a pour objectif de vérifier la mise en œuvre effective de la contractualisation entre les centres VHU et un éco-organisme et/ou un système agréé, qui est obligatoire depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024 en application de l'article L.541-10-26 du code de l'environnement.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PURFER
- 11, boulevard Ampère Zone Industrielle de la Delorme 13014 Marseille
- Code AIOT : 0006400656
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société PURFER exploite une installation de démontage / dépollution de véhicules hors d'usage ainsi qu'une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux.

### **Thèmes de l'inspection :**

- AN25 VHU
- Déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

L'exploitant a bien contractualisé avec un éco-organisme et assure une traçabilité des VHU.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Conformité des bordereaux de suivi de déchets	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 541-45	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Obligation de contractualisation	Code de l'environnement du 01/01/2024, article L. 541-10-26	Sans objet
2	Obligation de reprise sans frais	Code de l'environnement du 02/12/2022, article R. 543-155 (II)	Sans objet

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'exploitant a bien contractualisé avec un éco-organisme et assure une traçabilité des VHU. Cependant, pour les VHU entrants provenant de garages ou de professionnels, celle-ci n'est pas intégralement réalisée sur la plateforme TrackDéchets. Il est donc demandé à l'exploitant de se mettre en conformité vis-à-vis des nouvelles exigences relatives à la traçabilité des VHU entrants sur son site. Des justificatifs sont attendus sous 1 mois.

**2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Obligation de contractualisation**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2024, article L. 541-10-26
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Déchets de véhicules (voitures, camionnettes, 2/3 roues, quads)
<b>Prescription contrôlée :</b> I.-Les opérateurs de gestion de déchets ne peuvent procéder aux opérations de gestion des véhicules hors d'usage suivantes que s'ils ont passé des contrats en vue de cette gestion avec les éco-organismes ou les systèmes individuels créés en application de l'article L. 541-10 : 1° La reprise sur le territoire national des véhicules hors d'usage ; 2° La dépollution des véhicules ; 3° Le traitement des déchets dangereux issus des véhicules.
<b>Constats :</b> L'exploitant a mis en place un contrat avec l'éco- organisme "Recycler Mon Véhicule" le 31 janvier 2025 (preuve fournie). A ce jour, l'exploitant reste en attente d'informations complémentaires de la part de l'éco-organisme afin d'initier la mise en œuvre du contrat.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Obligation de reprise sans frais

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 02/12/2022, article R. 543-155 (II)
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Déchets de véhicules (voitures, camionnettes, 2/3 roues, quads)
<b>Prescription contrôlée :</b> Les centres VHU réceptionnent sans frais dans leurs installations les VHU qui leur sont remis ou cédés par leur détenteur, y compris le cas échéant un collecteur, quel que soit le producteur, ainsi que ceux relevant des articles L. 541-21-3, L. 541-21-4 et L. 541-21-5 et ceux livrés à la destruction en application des articles L. 325-7 et L. 325-8 du code de la route
<b>Constats :</b> Les reprises de véhicules sont réalisées sans frais ; il n'a pas été observé d'affichettes en entrée du VHU demandant une contrepartie financière aux clients qui déposent leur véhicule, a contrario, les clients sont rémunérés pour le dépôt de leur véhicule.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Conformité des bordereaux de suivi de déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 541-45
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Traçabilité des déchets dangereux – Trackdéchets
<b>Prescription contrôlée :</b> I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique. (...) Sont également exclues de ces dispositions les personnes qui remettent des déchets mentionnés au premier alinéa de l'article R. 541-42 à un producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place un système individuel de collecte et de traitement de ces déchets en application de l'article L. 541-10, ou à un éco-organisme mis en place en application de l'article L. 451-10 qui pourvoit à la gestion de ces déchets en application du II du même article. Dans ce cas, le bordereau est émis par le producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place le système individuel, ou par l'éco-organisme.
<b>Constats :</b> L'exploitant réceptionne en majeure partie des VHU provenant de garages et de professionnels. L'exploitant détient bien un compte Trackdéchets, certains bordereaux BSVHU provenant de ces apporteurs professionnels sont élaborés dans la plateforme Trackdéchets mais ce n'est pas systématique. Dans ce cas, l'exploitant a l'obligation d'élaborer ces bordereaux sur Trackdéchets.  Dans le cas des VHU dépollués transférés vers un autre site de traitement (broyeur), l'exploitant établit des BSVHU sur des formulaires indépendants de TrackDéchets. L'exploitant a fourni à l'inspection des installations classées un bordereau BSVHU daté du 10 mars 2025, traçant un lot de 19 VHU réceptionnés et dépollués sur site, dont les carcasses sont transférées sur le site de PURFER Marignane pour recyclage. L'exploitant peut également établir sur Trackdéchets ces bordereaux mais ce n'est pas obligatoire pour cette étape.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant justifie sur une période d'un mois, dès réception du présent rapport d'inspection, qu'il établit systématiquement des BSVHU sur la plateforme Trackdéchets dès réception de VHU provenant de garages et de professionnels.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois